

Rapport du comité exécutif

Camarades,

Dans ces années de tourmente au plan politique et économique, où les services publics de santé et de services sociaux sont menacés, où nos emplois sont menacés, où nos conditions de travail sont mises à mal par des surcharges permanentes, des pénuries de main-d'œuvre, une organisation du travail déficiente et où nos droits sont mis à rude épreuve, il nous est venu à l'idée qu'il ne pouvait y avoir de cri de ralliement plus fort que de réaffirmer à l'occasion de ce congrès que nous sommes INDISPENSABLES!

INDISPENSABLES, tous autant que nous sommes, 130 000 travailleuses et travailleurs du réseau public, de centres hospitaliers privés, de ressources intermédiaires ou de type familial, des services préhospitaliers, des centres de la petite enfance, des ressources en services de garde, d'organismes communautaires et d'institutions religieuses, membres de la Fédération de la santé et des services sociaux–CSN;

INDISPENSABLES, nous qui, directement ou indirectement, travaillons à servir les autres, les plus vulnérables, les plus mal pris, les malades, les tous petits, les jeunes, les vieux, les accidentés et j'en passe;

INDISPENSABLES, tous nos secteurs professionnels confondus, unis et interdépendants;

INDISPENSABLES, militantes et militants syndicaux, gardiens des droits, pourfendeurs des esprits étroits, des tenants de la droite, des exploiters qui veulent tirer profit de la misère des autres, qui ne reconnaissent pas la valeur de notre travail, qui veulent nous pousser à bout, quitte à nous rendre malades au travail, indifférents au risque qu'on se blesse au travail, parfois même au péril de notre vie;

INDISPENSABLES, les droits de s'organiser, de se syndiquer, de négocier, de revendiquer, de faire de l'action syndicale collective, de faire de l'action syndicale politique, les droits de manifester et de faire la grève;

INDISPENSABLE, aussi pour assumer tous ces rôles, de prendre le temps de faire le bilan en congrès du travail accompli et, surtout, de définir nos objectifs, nos projets, les défis que nous voulons relever, avec nos membres, pour les prochaines années;

INDISPENSABLES! Un seul mot, un mot fort, un mot qui affirme la place que nous occupons dans notre société, dans nos milieux, la place que le syndicalisme occupe dans notre cœur, dans nos milieux de travail; un mot qui affiche notre conviction profonde du rôle que nous devons jouer pour préserver les droits, pour préserver la démocratie et pour préserver la liberté.

INDISPENSABLES! Voilà ce que nous sommes!

Le droit de négocier dans tous nos secteurs

La négociation, c'est la responsabilité première de notre organisation. Le mandat qui s'achève nous aura vu déployer tous nos moyens dans tous nos secteurs et réaliser des gains partout, des gains historiques dans certains cas. Nous pouvons affirmer que nous avons retrouvé la place de premier plan qui revient à notre organisation syndicale dans tous les secteurs où nous sommes présents.

Pour les ressources en services de garde (RSG) et pour les ressources intermédiaires et de type familial (RI-RTF), nous avons développé des projets d'ententes collectives nouveau genre et avons réussi à les négocier à la très grande satisfaction, presque unanime, de l'ensemble de nos membres. Les RSG ont été les premières à conclure leur entente collective en décembre 2010, pavant la voie à ce que les RI-RTF en fassent autant le mois dernier.

Nos deux secteurs ont su faire preuve de patience et de détermination. En effet, c'est à la fin des années 1990 qu'ils ont entrepris leurs démarches de syndicalisation. Il leur a fallu plus de dix ans de préparation et d'argumentation pour en arriver à conclure leur première entente collective.

Nous continuerons maintenant de les soutenir dans le suivi de l'application de leurs ententes.

Le secteur des centres de la petite enfance (CPE) a aussi conclu une entente nationale ce printemps après plus de deux ans de négociation. Ce secteur initiait un processus de coordination de divers paliers de négociation dans cette ronde aux niveaux national, régional et local, face à des employeurs qui avaient la ferme intention de leur reprendre de nombreux droits. Mais c'était sans compter sur la détermination, la solidarité, la combativité et l'intelligence de ces travailleuses.

Notre secteur préhospitalier a aussi été très actif durant ce mandat. Il a conclu une entente à l'été 2009 sur l'intégration dans une nouvelle échelle salariale de tous les paramédics. Ce secteur a malheureusement ensuite été secoué par une crise importante qui entraîna plusieurs centaines de paramédics à quitter les rangs de la Fédération pour fonder un syndicat provincial non affilié. Mais nous continuons à représenter le plus grand nombre de paramédics et nous travaillons avec eux et elles à renouveler leur convention collective échue depuis maintenant deux ans.

Les centres d'hébergement privés (CHP) sont en campagne pour que le gouvernement s'implique dans la détermination de leurs conditions salariales et qu'il ouvre les yeux sur leur réalité.

Des négociations dans notre secteur privé, c'est pas ça qui manque! Plus d'une cinquantaine de syndicats, qui ne sont pas regroupés en secteur parce que leur réalité est trop spécifique, négocient également au niveau local l'ensemble de leurs conditions. C'est le cas notamment de nos syndicats d'organismes communautaires, d'établissements privés ou de corporations comme Héma-Québec, la Corporation d'Urgences-santé, etc. À tous ceux-là, la Fédération offre tout son soutien pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs de négociation.

La négociation qui a impliqué le plus grand nombre d'entre nous dans le dernier mandat, c'est la négociation du secteur public. Plus de 110 000 de nos membres concernés, qui expérimentaient de nouvelles structures syndicales par catégories d'emploi, en Front commun avec tous les salariés des services publics et parapublics, face à un gouvernement très porté sur les coups de force comme le décret imposé en 2005. Ça n'a pas été facile!

Quoi qu'il en soit, nous sommes passés au travers, nous avons atteint notre objectif de signer une convention collective satisfaisante, avec des bonifications intéressantes dans des dossiers sur lesquels nous étions en demande depuis plusieurs années. Une déception bien sentie, cependant, les faibles augmentations salariales. Nous avons rapidement procédé au bilan de la négociation : une vaste opération

de consultation sur tous les aspects de la négociation et des conclusions sans complaisance qui nous ont dressé des perspectives pour tirer le meilleur de nos négociations futures.

Nous sommes passés au travers mais pas sans heurts. Difficile d'apprivoiser nos nouvelles structures dans le respect de nos valeurs d'autonomie des catégories et de la nécessaire solidarité la plus large pour atteindre nos objectifs. Difficile dans nos instances notamment qui ont laissé un goût amer à plusieurs militantes et militants de syndicats, de comités de négociation et de la direction politique de la Fédération. Une crise de confiance qui s'est rétablie parce que, fidèles à nos traditions de démocratie syndicale, de transparence et de solidarité, nous n'avons pas craint de jeter un regard lucide sur nos réalisations, de permettre l'expression de différents quant à la manière dont les choses se sont passées et de se porter à la recherche de solutions visant à retrouver notre précieuse cohésion interne.

Ce congrès nous donnera l'occasion d'apporter quelques ajustements à notre fonctionnement de telle sorte que notre fédération soit renforcée, qu'elle puisse encore mieux faire valoir les intérêts de nos membres et de nos syndicats dans l'exercice de plus en plus difficile du renouvellement de nos conventions collectives et de l'amélioration de nos conditions de travail. La pluralité syndicale et l'encadrement législatif de la négociation du secteur public, visant à limiter l'exercice de tout rapport de force dans notre secteur, ne sont que quelques-uns des défis auxquels il faut savoir faire face.

Quant à définir des priorités pour la prochaine ronde de négociations en 2015, il est définitivement trop tôt pour en décider et il n'appartient pas à un congrès de s'y pencher. Cependant, nous invitons les délégué-es et les syndicats à commencer à réfléchir sur la possibilité de définir une priorité lors de cette négociation. Le bilan de la dernière négociation du secteur public indiquait que la grande déception de la dernière négociation fut les faibles augmentations salariales. Nous pouvons présumer qu'il y a la même déception dans le secteur des CPE, où les augmentations salariales sont liées au secteur public depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Dans la négociation du secteur préhospitalier, la partie patronale prend une même position. Les augmentations futures pour les RSG et les RI-RTF seront, avec les ententes collectives qu'on vient de signer, liées aux augmentations du secteur public. Est-ce qu'on est mûr pour porter une seule grande priorité de négociation, à savoir les augmentations salariales?

Dans ce contexte, nous lançons l'idée que nous devons entreprendre une réflexion sur l'idée d'un front commun privé-public à l'intérieur de la FSSS. D'ailleurs, comme un front commun intersyndical reste toujours un objectif très souhaitable, il faudrait lancer cette réflexion à l'intérieur de nos syndicats au cours des prochains mois afin d'élargir le débat si nous sommes favorables à une telle proposition.

Nous aurons l'occasion d'en reparler, mais commençons déjà à considérer cette possibilité au cours des prochains mois, et ce, dans tous les secteurs de la FSSS.

Réaliser tous nos mandats du dernier congrès

Plusieurs de nos mandats du dernier congrès portaient sur la défense des services publics et la lutte contre toute forme de privatisation. La Fédération n'a ménagé aucune énergie de ce côté aussi, le rapport du bureau fédéral en fait état. Le comité exécutif veut néanmoins témoigner de sa grande fierté à voir se déployer tant d'énergie militante dans nos syndicats, nos secteurs et nos régions pour promouvoir la

défense et le développement de nos services publics. Cette bataille est essentielle, notre contribution y est indispensable puisque c'est sur notre terrain que cette lutte se joue. Nous sommes et resterons fidèles au rendez-vous.

Plusieurs mandats du dernier congrès réfèrent à l'exercice de la négociation dans plusieurs secteurs privés, c'était notamment le cas de notre objectif de mettre en place des mutuelles de formation pour assurer le développement de la formation professionnelle de nos membres. Nous y avons donné suite. Nous sommes aussi intervenus pour contrer les pénuries de main-d'œuvre, nous avons privilégié d'organiser un colloque sur l'organisation du travail pour tracer le bilan des expériences dans tous les secteurs de la Fédération, il s'est tenu en juin 2011. Le déplacement de la clientèle en déficience intellectuelle ou troubles envahissants du développement ou les deux à la fois a tenu en haleine plusieurs vice-présidences régionales tout au long du mandat et, finalement, la Fédération n'a pas négligé de développer des liens avec des organisations syndicales d'autres pays.

Pour faire notre part pour la planète et pour conclure le bilan de nos activités du dernier mandat, nous vous présenterons notre toute première Politique d'approvisionnement responsable (PAR). Elle viendra concrétiser la volonté du dernier congrès d'afficher résolument nos préoccupations environnementales.

Les suivis de négociation sont de plus en plus nombreux. La complexité des dossiers, mais aussi la plus longue durée de nos conventions, nous amènent à vivre une situation de négociation permanente de plusieurs sujets qui préoccupent nos membres. Que ce soit au chapitre des pénuries de main-d'œuvre, des disparités régionales, des conditions particulières à certains groupes d'emploi, comme les ouvriers spécialisés, ou les conditions de plus en plus dangereuses d'exercice de nos professions, nous n'avons manqué aucune occasion de faire connaître les attentes de notre monde et de plaider en appui à nos revendications. Nous n'avons négligé aucune tribune, que ce soit aux ministères, devant les ordres professionnels, les associations d'employeurs et dans les médias. Et nous venons tout juste le mois dernier de conclure la première entente d'un comité de travail, celui sur les conditions spécifiques au Grand-Nord, à la très grande satisfaction des travailleuses et travailleurs concernés.

Aussi, la Fédération a été active plus que jamais sur des questions relatives à la rémunération, questions qui ont historiquement relevé plus de la responsabilité confédérale. Porteuse de nombreuses plaintes en vertu du maintien de l'équité salariale, nous n'avons ménagé aucune énergie pour documenter nos plaintes, pour les faire reconnaître auprès de la Commission de l'équité salariale et des autorités concernées, que ce soit le Conseil du trésor pour le secteur public, les associations patronales des centres de la petite enfance ou des établissements spécifiques tels la Corporation d'Urgences-santé, la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles et Héma-Québec, pour ne nommer que ceux-là.

La conjoncture actuelle : continuité dans le contexte

On observe une certaine continuité sociale dans le contexte dans lequel notre action a évolué depuis le dernier congrès. Le congrès de 2009 a eu lieu en pleine crise économique, avec des gouvernements en place qui ne se sont pas rués aux barricades pour défendre les services publics et les emplois de qualité que

ces derniers doivent offrir. Nous faisons aujourd'hui face à une lente reprise et les risques de rechute sont bien réels. Nos gouvernements ont continué de mépriser la mission première des services publics, soit celle d'offrir des services accessibles, équitables et de qualité à la population. Le choc entre notre vision et celle de nos dirigeants ne va qu'en s'amplifiant. D'autant plus que depuis notre dernier congrès, non seulement nous faisons face aux mêmes adversaires, le gouvernement Charest et le gouvernement Harper, mais ce dernier forme maintenant un gouvernement majoritaire. Notre lutte pour la valorisation, la promotion et la préservation de nos services publics ne s'en trouve que plus justifiée!

Au niveau mondial, la crise monétaire guette sans cesse l'Europe, les taux de chômage se maintiennent à des niveaux élevés dans les pays industrialisés. Il va sans dire que nous subissons encore aujourd'hui les conséquences de la crise économique de 2008, crise causée, faut-il le rappeler, par le manque de réglementation du secteur financier. À force de laisser le capitalisme financier sans surveillance, à force de les laisser spéculer et à force de laisser l'économie virtuelle prendre le pas sur l'économie réelle, voilà ce que récoltent nos décideurs. La majorité des gouvernements, n'ayant tiré aucune leçon de l'impact de la déréglementation, veulent maintenant appliquer la même formule vouée à l'échec à d'autres secteurs; ils s'attaquent aux services publics, aux régimes de retraite et ils mettent en place des plans d'austérité qui conduisent des sociétés entières tout droit à la faillite et au désespoir.

Si l'austérité a été la réponse des gouvernements à la crise économique, l'indignation fut celle des peuples. Des peuples de partout dans le monde se sont mobilisés et ont fait entendre une voix alternative. Le printemps arabe, les indignés et la mobilisation étudiante sont autant d'événements qui passeront à l'histoire. Les jeunes, que l'on accuse trop souvent d'être les fervents porteurs d'un individualisme exacerbé et de trop peu se mobiliser, se sont levés aux quatre coins de la planète pour dire que l'éducation est un droit, que l'exploitation a assez duré et qu'il ne doit plus aller de soi que 1 % de la population décide du sort des autres 99 %.

Crise sociale, politique... crise de société?

Au Québec comme ailleurs, nous vivons en plus de cette crise économique, une crise sociale et politique profonde. Les institutions politiques sont remises en question. La confiance en celles-ci, mais surtout en celles et ceux qui en sont les représentants, nos représentants, est minée par la prolifération de scandales de toute sorte. Corruption, collusion, enveloppes brunes, les exemples s'accumulent. Face à ce banditisme érigé en système, des dangers nous guettent, celui de l'indifférence et du cynisme parce qu'on ne pourrait rien y faire ou encore celui d'espérer un sauveur qui changerait tout à notre place, inspiré de ce qu'il sait être bon pour nous, qui veut notre bien et qui le prend, comme le veut la phrase célèbre d'Yvon Deschamps.

La politique ne peut être laissée qu'entre les mains des politiciens, que ce soit celles du gouvernement fatigué de Jean Charest ou celles de Pauline Marois ou celles de François Legault, nous savons que tous ne sont poussés à agir ou à ne pas agir que selon leurs intérêts électoraux. Au moment d'écrire ces lignes, les paris sont ouverts sur le moment où le premier ministre Charest déclenchera des élections sur fond de crise étudiante et de la mise en œuvre du Plan Nord, sa Baie James à lui!

Il apparaît de plus en plus nécessaire de trouver un antidote, une barrière à l'indifférence, à l'épuisement politique et au cynisme. Loin des miracles, nous devons chercher cet antidote dans notre coffre à outils, ancré dans nos valeurs profondes. En nous questionnant sur cette société qui donne la priorité absolue aux droits individuels et au pouvoir de s'enrichir, nous devons mettre tous nos efforts au retour des solidarités. Le syndicalisme, parce qu'il repose sur la solidarité, la démocratie et l'action collective, est notre réponse, un rempart à l'impuissance collective et un antidote à l'indifférence et au repli sur soi. Surtout le syndicalisme pratiqué à la CSN, puisqu'il repose sur des assises solides : un premier front, la défense des intérêts des travailleurs et travailleuses que l'on représente, et un deuxième front, la promotion par l'action syndicale politique d'une société plus juste, plus équitable et, par le fait même, plus riche. Nous pouvons et nous devons contribuer à insuffler un vent de changement sur le Québec. Il faut passer à l'offensive!

L'image du syndicalisme est ternie dans la société québécoise, même chez certains de nos membres, me direz-vous! Il ne tient qu'à nous de la rétablir! Remodelons à notre image le visage d'un syndicalisme fort et au cœur du changement social!

Les périodes de crise, comme celle que nous vivons actuellement, sont les meilleurs moments pour réfléchir collectivement sur la société que nous voulons. Si la tenue de certains débats vient remettre en question des acquis sociaux qui nous sont chers, ils ont toutefois le mérite de mettre sur la table plusieurs propositions pour le devenir de notre société. À nous d'y prendre part et de faire pencher la balance en faveur des travailleuses et travailleurs.

Il ne faut pas se laisser bousculer par la montée de la droite, il faut se retrousser les manches; la gauche prend du mieux elle aussi et s'affirme de plus en plus malgré la puissance des médias à leur solde.

Vers un renouveau syndical

En ce qui nous concerne spécifiquement à la Fédération de la santé et des services sociaux, les années à venir nous mèneront à poursuivre les travaux que nous avons amorcés avec conviction et détermination. Trois champs d'action principaux seront au cœur de notre action : améliorer la vie syndicale, améliorer l'organisation du travail dans nos milieux et poursuivre notre campagne VPP. Ces trois champs d'action sont interdépendants et ce n'est qu'en les menant tous les trois de front que nous parviendrons non seulement à renforcer nos syndicats, mais aussi à agir pour transformer nos milieux de travail et pour promouvoir nos services publics. Ainsi, on ne peut véritablement prendre part aux projets de transformation de l'organisation du travail si nos membres ne sont pas derrière nous. Ce n'est qu'en maintenant une vie syndicale saine et active et en agissant avec nos membres pour une organisation du travail plus efficace que nous pourrons espérer faire reculer les projets de privatisation et promouvoir les services publics dans notre société.

Il nous faut donc, aussi, prendre acte des changements avec lesquels il faut maintenant composer. Au premier chef, avec les jeunes qui entretiennent un rapport différent avec le travail que les générations qui les ont précédés. Premièrement, ils recherchent plus d'équilibre quant à la place qu'occupent le travail et leur vie personnelle. Ils cherchent un travail intéressant et la rémunération est aussi fort importante. Il leur

arrive donc d'intégrer nos milieux de travail où le travail est très fragmenté, la hiérarchie très présente, les traditions tenaces et d'avoir une perception plutôt négative des syndicats puisqu'ils les voient comme des défenseurs du statu quo.

À titre de leaders syndicaux, nous avons tous le devoir de les écouter, de les encourager à exprimer leur vision des choses, leurs attentes, leurs hypothèses de solutions et leurs hypothèses d'action. Nous sommes tous passés par là; nous avons défendu nos idées et bénéficié de l'écoute de celles et ceux qui nous ont précédés. C'est à notre tour de faire preuve d'ouverture aux nouvelles idées. Soyons inclusifs avec les générations qui nous suivent; accompagnons-les, cherchons ensemble les solutions aux problèmes qu'ils soulèvent.

Tirons des leçons du comportement déplorable du gouvernement Charest et de la ministre Beauchamp dans le conflit sur les frais de scolarité, faisons exactement le contraire! Il ne faut pas faire la sourde oreille aux revendications légitimes des jeunes, il faut les encourager à s'engager. Ils sont l'avenir du syndicalisme.

Agir pour améliorer la vie syndicale

Cela fait maintenant un an que nous réfléchissons ensemble sur l'état de nos syndicats et sur notre rapport de force. L'heure est maintenant venue d'agir et de décider du rapport de force que nous voulons construire.

Nous devons tout d'abord être convaincus de l'absolue nécessité de s'engager dans cette action avec conviction, et ce, dès aujourd'hui. Nous ne réglerons pas tout en un tour de main. Ça va prendre du temps, c'est un travail de longue haleine. Mais personne ne peut décider d'agir dans votre syndicat, à part vous-même. Après une année de réflexion, il faut être pleinement conscient que nous sommes les responsables du destin de notre syndicat, il nous appartient de le prendre en main.

Actuellement, la plupart de nos employeurs nous occupent à temps plein. Ils ont trouvé un bon truc : ils ont renoncé aux relations de travail, pour nous pousser à outrance dans la judiciarisation de nos rapports. Ils ne règlent aucun des problèmes que nous leur soumettons. Parfois, ils nous disent qu'ils vont nous respecter, qu'ils vont respecter leur parole et leur signature mais ils ne le font pas, et là, ils gagnent du temps et ça en prend du temps, puis les problèmes ne se règlent pas. Mais le plus grave, c'est que nos membres, eux, ne les en rendent pas responsables. Plusieurs de nos membres croient que c'est nous le problème, nous qui ne sommes pas capables, nous qui ne sommes pas assez efficaces, qui ne croyons pas assez fort en leurs demandes, qui ne plaïdons pas assez bien leur cause, qui ne dépensons pas leurs cotisations syndicales de la bonne manière, une manière qui ne leur rapporte pas assez à eux. Ils sont plusieurs à croire que nous ne pouvons plus rien faire, que ça ne donne rien.

Qui a intérêt à ce que l'on se décourage? Qui a intérêt à ce que l'on se blâme les uns les autres et qu'on se divise? Qui a intérêt à ce qu'on ne se ressaisisse pas? Qui a intérêt à ce qu'on ne trouve pas d'autres moyens, qu'on n'ait pas le temps de réfléchir à d'autres moyens, qu'on n'ait pas le temps de faire de la prévention, de l'éducation syndicale et politique? Personne ici! Seuls nos patrons ont ces intérêts.

Il faut en finir avec le défaitisme, il faut reprendre l'offensive. Dans le cadre de la démarche qu'on a engagée sur la vie syndicale, on n'a pas cherché des coupables entre nous, on a cherché des moyens. À ce congrès, nous allons décider de ce que l'on va mettre en œuvre pour que nos syndicats, aux yeux de tous nos membres, redeviennent notre meilleure arme pour faire respecter les droits et les intérêts de nos

membres, pour contrer les attaques de l'État québécois et de l'État canadien à l'égard de nos services publics, pour obtenir l'élargissement du panier de services publics afin de répondre adéquatement aux besoins des clientèles vulnérables, pour renégocier nos contrats de travail et améliorer les conditions de vie et de travail de nos membres.

Nous allons continuer de nous épauler pour relever, ensemble, ce défi. Nous ne négligerons aucun de nos devoirs de représenter nos membres, nous ne ménagerons pas nos énergies ni nos moyens, nous allons reprendre contact avec nos membres, leur redonner le goût de se battre, le goût d'avancer et le goût de gagner.

Notre proposition budgétaire reflétera notre engagement. Plusieurs mesures proposées viendront appuyer directement les syndicats dans leur action.

Réussir l'organisation du travail

En matière d'organisation du travail, bien que la Fédération ait adopté des orientations depuis près de vingt ans, jamais n'avons-nous été aussi actifs en la matière qu'à l'occasion du dernier mandat. Peut-être cela tient-il en partie à l'intérêt très marqué pour la méthode « Lean et le système de production Toyota » de notre ministre Bolduc? Mais ce serait réducteur que de ne s'en tenir qu'à cette seule explication.

Notre intérêt à gagner du terrain sur les droits de gérance de nos employeurs remonte aux débuts même de la CSN. Déjà, dans les années quarante, on pouvait lire des rapports d'universitaires faisant état des relations entre les gestionnaires et les travailleurs et des influences des uns et des autres sur la dynamique du travail et sur l'organisation du travail. La CSN a entrepris de sérieux travaux sur le sujet dès les années quatre-vingts et c'est sous le thème de « prendre les devants » que nous engageons les débats et réalisons les premières expériences en la matière dans les années quatre-vingt-dix.

Dans notre Fédération, nous étions assez sceptiques. Dans notre secteur très hiérarchisé, soumis aux mêmes orientations politiques néolibérales des gouvernements successifs, qu'il soit libéral ou péquiste, on ne croyait pas beaucoup que s'investir en organisation du travail, ça allait changer le monde. En fait, on ne croyait pas beaucoup en nos chances de réellement influencer des changements en fonction des intérêts de nos membres. On le sait tous, quand nos patrons se mettent à parler de réorganisation du travail, c'est souvent pour nous amener à faire plus avec moins, quand ils veulent couper des postes, quand ils veulent rationaliser et quand ils veulent privatiser.

Il ne s'agit pas de se dire pro ou anti-organisation du travail, cette étiquette peut trop facilement servir d'écran à qui veut ou ne veut pas s'en mêler. Il s'agit de prendre à bras-le-corps notre responsabilité de représenter, dans tous les lieux d'influence, les intérêts de nos membres. Les pénuries de main-d'œuvre en soins infirmiers, les problèmes d'horaire chez les paramédics et les projets de privatisation dans les secteurs tels que les buanderies et les cuisines nous renforcent dans notre conviction que nous ne pouvons nous contenter de critiquer ce que nos « boss » font de travers. Les conséquences sont trop graves. Leurs décisions prises dans des cercles fermés, en dehors de la réalité, ne peuvent régler adéquatement les problèmes ciblés. Nous avons le devoir de représenter les intérêts de nos membres, de les accompagner partout, tout au long des processus de changements dans lesquels leurs patrons les entraînent, nous avons le devoir de nous préoccuper de l'organisation du travail, c'est agir sur le quotidien de nos membres, agir

sur le maintien, le développement et la qualité des services et de nos emplois, c'est prévenir plutôt que guérir.

Le colloque tenu en juin 2011 a permis de montrer les nombreuses retombées positives possibles de notre implication, même quand on y va à reculons, même lorsqu'on doute de la bonne foi des patrons. Les réalisations syndicales ne sont pas toujours spectaculaires mais, partout, les syndicats ont gagné en crédibilité surtout auprès de leurs membres. Ils ont amélioré leurs relations de travail, se sont rapprochés de leurs membres, les ont mobilisés, les ont convaincus de leur capacité de faire changer les choses, ils leur ont démontré qu'ils pouvaient gagner du pouvoir et du contrôle sur leur travail, ils ont développé leurs liens avec d'autres organisations syndicales de leur établissement et, de ce fait, ont renforcé leur cohésion. Bref, des retombées syndicales positives indiscutables!

Indispensable, notre campagne VPP

Mener la lutte de l'intérieur du réseau, en améliorer la performance, la gestion et la coordination pour améliorer nos conditions de travail, ce n'est pas suffisant pour garantir nos emplois et pour gagner la lutte du maintien et du développement de nos services publics. Pas en ces temps où le conservatisme politique mise sur la réduction de la taille de l'État, la réduction des impôts et les politiques d'austérité.

Il faut aussi gagner du terrain dans l'opinion publique, il faut créer des liens avec d'autres groupes de pression, étendre notre influence, développer des réseaux et des alliances. Il faut convaincre la population, les usagers de nos services et leurs familles de l'absolue nécessité de préserver nos services publics. Plus ça va mal dans l'économie, plus on en a besoin!

Nous avons la chance d'être organisés, il faut que la force de nos syndicats, la force de notre Fédération et la force de la CSN servent aussi la cause des services publics. C'est notre deuxième front, tout aussi essentiel que le premier qui est de négocier des conventions collectives.

S'engager dans cette bataille, ça demande du souffle, de la persévérance et beaucoup de courage. Parlez-en à nos camarades du CSSS Jeanne-Mance à Montréal, ça fait deux ans qu'ils dénoncent des coupures de services. Parlez-en à nos camarades du CHUM et du CUSM qui, depuis des années, dénoncent le partenariat public-privé (PPP) dans lequel le gouvernement Charest les a embarqués. Ils doivent faire preuve d'une vigilance de tous les instants pour assurer l'avenir des emplois des 10 000 membres qu'on représente dans ces deux établissements. Parlez-en à nos camarades du CSSS Champlain-Charles-Le-Moyne qui ont lutté pour le maintien des lits de soins de longue durée dans leur établissement public plutôt qu'au CHSLD en PPP de Saint-Lambert-sur-le-Golf. Parlez-en à nos camarades de ce CHSLD qui se sont syndiqués avec nous et qui tentent d'obtenir une première convention collective qui leur assure de meilleures conditions de travail. Il serait légitime qu'ils aient exactement les mêmes conditions que dans le secteur public mais, devinez, leur propriétaire, Eddy Savoie, qui possède également les Résidences Soleil, dit ne pas en avoir les moyens! Il va devoir en trouver des moyens!

Voyez comment notre objectif, qui est partout le même, de défendre nos services publics, nous impose de mener des luttes originales, de longue haleine et sur plusieurs fronts. Ces batailles ne sont que quelques-unes des batailles que nous devons livrer au quotidien. Ce sont les plus connues peut-être, mais tous les

combats engagés à ce jour et tous ceux que nous livrerons demain, dans le cadre de notre campagne pour la valorisation, la promotion et la préservation de nos services publics, sont essentiels dans tous nos secteurs d'activité. Nous allons continuer de conjuguer tous nos efforts!

Partager nos expériences, élargir nos solidarités

Cela m'amène à vous parler qu'à l'ère de la mondialisation, au XXI^e siècle, les organisations syndicales, aussi importantes et influentes soient-elles dans leur milieu, ne peuvent plus rester isolées du mouvement international pour gagner leurs combats. Les ouvriers portuaires d'Auckland en Nouvelle-Zélande vous en parleraient volontiers, eux qui ont réussi à faire lever un lock-out dont ils étaient victimes en lançant une vaste campagne internationale d'appui, qui a été reprise par bon nombre d'organisations syndicales dans le milieu des transports, partout dans le monde.

Cela ne veut pas dire que tous nos problèmes peuvent se résoudre par cette seule voie, mais je veux vous dire, camarades, que nous sommes rendus à l'étape de décider de prendre notre place dans le mouvement syndical mondial, notre place au sein de l'*Internationale des Services Publics (ISP)*.

Depuis 2007, nous avons intensifié notre action au niveau de la solidarité internationale. Nous avons développé des liens et des échanges avec des syndicats américains et avons participé à deux rencontres en Europe sur les PPP et sur la recherche d'alternatives à la privatisation. Ce n'est plus suffisant. Il faut que nous prenions part, aux côtés des autres organisations influentes qui font face aux mêmes problématiques que nous, aux débats sur les orientations à prendre pour contrer les attaques aux services publics, il faut que nous participions et que nous contribuions aux plans d'action, il faut que nous partagions nos expériences et que nous apprenions de l'expérience des autres. Nous devons décider de joindre les rangs de l'*Internationale des Services Publics*.

Se donner plus de visibilité

Au Québec aussi, il nous faut prendre notre place! Vous avez été plus d'un à nous le dire l'automne dernier, à l'occasion de la tournée des régions sur la vie syndicale. À l'ère de l'Internet, des réseaux sociaux et des canaux d'information spécialisés qui roulent 24 heures sur 24, et ce, 7 jours par semaine, on ne peut plus se contenter d'un communiqué ou d'une conférence de presse par-ci, par-là ou d'une présence sporadique à une émission d'affaires publiques pour assurer notre reconnaissance et notre influence.

De nos jours, ça prend plus que ça! Il faut développer une stratégie solide qui conjugue des actions à plusieurs niveaux et de la part de différents intervenants, il faut assurer la cohérence de notre message et il faut toujours faire vite. Tels sont les défis du XXI^e siècle!

Nous n'avons cessé de nous améliorer jusqu'à ce jour, mais il faut faire encore mieux. La Fédération devra prendre encore plus de moyens pour augmenter l'impact de toutes nos actions auprès de nos membres, de la population et des décideurs.

L'organisation de nos ressources et de nos services relève de notre équipe. Elle réunit les élus et les salariés de la Fédération. Le congrès peut indiquer clairement à l'équipe ses attentes face aux communications et face à ses besoins en matière de formation et d'action politique. C'est ce que nous vous demanderons de faire. L'équipe, l'automne prochain, suite au rapport du comité sur les services CSN, disposera de toutes

les informations et sera donc en mesure de faire tous les débats et tous les arbitrages, de telle sorte qu'elle assurera des services qui répondent aux attentes des militants et des militantes et aussi celles de nos membres. Voilà pour quoi le congrès devra clairement exprimer ses priorités.

Attirer de nouveaux membres, consolider notre organisation

Pour continuer de renforcer notre organisation et de faire progresser notre nombre de membres, deux pistes s'offrent à nous!

D'abord, il va de soi qu'il faut poursuivre les campagnes de syndicalisation, particulièrement dans les secteurs privés. Bon nombre de personnes qui œuvrent dans le secteur de la santé et des services sociaux au Québec travaillent encore dans des conditions précaires, sans protection en cas d'accident ou de maladie, sans avantages sociaux, à la merci d'employeurs véreux qui n'ont d'autres priorités que leur profit personnel. Nous devons poursuivre dans cette voie, mais pas d'une façon aveugle! Nous devons veiller à ce que la syndicalisation de ces milieux vulnérables offre de réelles perspectives d'améliorer les conditions des personnes qui y travaillent, notre objectif de syndicalisation n'est pas de leur faire perdre leur emploi. De plus, élargir l'accès à la syndicalisation contribue aussi à protéger la qualité de nos emplois du secteur public. Il faut parfois faire certains débats entre nous pour clarifier nos territoires respectifs, pour mieux se connaître et pour évacuer des inquiétudes. Il faut garder à l'esprit que l'on devient toujours plus forts, à chaque fois qu'on gagne un petit pourcentage supplémentaire du taux de syndicalisation.

La deuxième piste, c'est celle du recrutement dans le secteur public! Il ne faut pas croire que la FSSS ne peut continuer de se développer et se renforcer que par ses secteurs privés. Dans le secteur public, de chaudes luttes se poursuivent parce que le MSSS n'en a pas encore fini avec ses réformes et ses fusions d'établissements qui nous imposent encore des transferts de tous genres, des fusions d'accréditations et des choix d'affiliation qui nous opposent à d'autres organisations syndicales présentes dans le réseau, incluant la Fédération des professionnelles-CSN.

Sur ce terrain, nous entrevoyons l'avenir avec un certain optimisme. Nous sommes d'avis que nos nouvelles structures mises en place en 2007 donnent des fruits et nous ont permis de gagner plusieurs batailles depuis quelques années. Pensons notamment à la récente victoire dans les catégories 2 et 4 au CRDITED de Montréal et à la très belle performance que nous avons eue dans la catégorie 1 où nous sommes passés à un cheveu de l'emporter. Nos structures actuelles nous permettent maintenant de rivaliser plus facilement avec des organisations telles l'APTS et la FIQ et de contrer leurs arguments d'exclusivité et d'autonomisme. S'il y a une période de changement d'allégeance syndicale en 2014, nous serons résolument au rendez-vous! À ceux qui nous reprochaient de ne plus être attractifs comme organisation, nous leur opposons fièrement ces résultats!

Pour revenir aux résultats obtenus au CRDITED de Montréal, saluons au passage le travail acharné mené par les militantes et les militants de ce syndicat qui ont porté avec brio notre vision d'un syndicalisme de solidarité et de collaboration entre les différentes catégories d'emploi. Une seule ombre au tableau : nous avons perdu la représentation des travailleuses de la catégorie 3, les employées de bureau et de l'administration, qui ont fait le choix de la CSD par une majorité de deux voix, au deuxième tour de scrutin. Une défaite difficile à avaler pour nos militantes et pour nous tous. Mais ce n'est que partie remise!

Le Syndicat du Centre de réadaptation Notre-Dame de l'Enfant vivra aussi un vote de choix d'allégeance bientôt et des rumeurs vont bon train sur d'autres fusions à venir dans différentes régions. Tous ces syndicats peuvent être assurés de l'appui indéfectible de la Fédération.

Un dernier mot sur la coexistence de deux fédérations représentant des techniciens et professionnels à la CSN : nous avons encore eu à mener une lutte fratricide avec la Fédération des professionnelles au nouveau CRDITED de Montréal. Nous en sommes sortis gagnants, mais au prix de vives tensions et d'une pression inhumaine sur notre monde. Le congrès de la CSN en 2008 a conclu au maintien des deux fédérations, malgré les arguments que nous avons évoqués plaidant en faveur d'une fusion. Loin de nous l'idée de relancer le débat dans nos rangs, mais la réflexion doit se poursuivre dans le mouvement, à la lumière de l'évolution de la situation et des perspectives de développement.

Se donner les moyens d'être encore plus efficace

En 2007, la Fédération de la santé et des services sociaux a procédé à une importante réforme des structures. À chaque occasion, notre réflexion a porté sur la façon la plus efficace et la plus démocratique de représenter nos syndicats et nos membres, de leur donner de meilleurs services, de répondre à leurs besoins et d'améliorer la vie syndicale.

À la suite de cette dernière réforme, notre Fédération a su développer une approche plus concrète et plus sensible aux préoccupations professionnelles de ses membres et offrir une structure d'accueil pour faire contrepoids aux organisations syndicales indépendantes, tout en continuant de promouvoir nos valeurs de solidarité.

Notre structure actuelle est encore jeune, elle n'a vécu qu'une ronde de négociation. De plus, nous avons déjà procédé à quelques ajustements qui nous semblaient indispensables à la suite de cette période de négociation. Nous sommes d'avis qu'il n'y a pas lieu de revoir nos structures de fond en comble. Seuls certains ajustements à notre structure politique s'imposent à court terme, et ce, dans une volonté de développer notre organisation pour faire face aux grands défis qui attendent notre Fédération, nos syndicats et nos membres.

En ce sens, nous allons vous proposer de scinder le poste de secrétariat-trésorerie, la charge de travail et les responsabilités dédiées à cette fonction étant trop lourdes. Nous allons également vous proposer d'ajouter deux nouveaux représentants de secteurs privés au bureau fédéral, soit un représentant pour le secteur des centres d'hébergement privés et un représentant pour les ressources intermédiaires, les ressources de type familial et les ressources en services de garde. Ces deux secteurs ont connu une croissance importante au cours du dernier mandat, dont l'un regrouperait des travailleuses et travailleurs autonomes ayant une négociation atypique, ce qui justifie une représentation spécifique au sein du bureau fédéral.

Nous croyons en notre capacité de demeurer attachés aux valeurs traditionnelles de la Fédération, tout en évoluant dans nos façons de faire afin de demeurer l'organisation syndicale la plus représentative et la plus dynamique du secteur de la santé et des services sociaux. Cela vaut autant pour le secteur public de la

Fédération que pour nos secteurs privés qui, de leur côté, développent constamment leur potentiel d'accueil et leur expertise.

Lors du prochain mandat, le bureau fédéral continuera de réfléchir sur notre fonctionnement, notre organisation et nos pratiques syndicales. Il est indispensable de se resserrer, tous autant que nous sommes, peu importe la place et le rôle que nous jouons dans notre organisation syndicale; vous êtes, nous sommes indispensables pour maintenir et accroître notre représentativité, améliorer notre visibilité publique, relever les prochains défis avec succès et favoriser la solidarité et l'unité.

Camarades, à ce congrès, vous constaterez que, malgré les échanges et le climat extraordinaire qui a régné lors de notre instance spéciale de mars dernier sur la vie syndicale, instance qui pouvait nous laisser espérer d'avoir retrouvé une plus grande unité, une meilleure cohésion et une plus grande solidarité, malheureusement, il persiste une certaine division au sein même du bureau fédéral, certains membres du bureau fédéral se disent toujours incapables de se solidariser autour de positions pourtant largement partagées.

Camarades, avec ce congrès, il faut en finir avec nos tiraillements internes, avec l'abus de la dissidence, avec les jeux de coulisse, le manque de respect envers les personnes, mais aussi envers nos instances, il faut en finir avec le non-ralliement. Nous ne pourrons performer à la hauteur de nos capacités, comme organisation, si nous ne réglons pas nos problèmes de cohésion et de solidarité à l'interne, entre nous. Il en va de notre capacité d'aller de l'avant et de gagner nos luttes.

Conclusion

Camarades, chacun de nos congrès est une croisée des chemins. Nous sommes ici pour choisir ensemble le nôtre. Nous vous proposons de choisir le chemin de la lutte et de la solidarité, qui nous placera aux côtés des autres travailleuses et travailleurs du Québec et du monde entier, aux côtés des populations, des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux, des rentiers autant que des étudiants, aux côtés de tous ceux et celles qui veulent améliorer la vie, qui veulent améliorer les droits, qui veulent améliorer les chances et les lendemains de nos membres, qui veulent améliorer la société dans laquelle on vit.

Camarades, c'est à votre tour de prendre les rennes. Ensemble, décidons de notre destin pour les trois prochaines années, décidons de l'empreinte que vous voulons laisser aux générations à venir. Nous sommes des rêveurs éveillés, des utopistes réalistes et des batailleurs infatigables; comme les phénix, ces oiseaux mythiques, nous renaissions toujours de nos cendres et, malgré tous les coups durs, nous gardons toujours nos ailes, nous visons toujours à aller plus loin.

Voilà pourquoi nous sommes indispensables, nous militants et militantes de la FSSS et de la CSN. Voilà pourquoi nous devons continuer de militer, fidèles aux valeurs de démocratie, d'autonomie, de liberté et de solidarité de la CSN.

INDISPENSABLES! C'est ce que nous sommes!

Vive la FSSS!

Vive la CSN!

Bon congrès!